Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 4 (1859)
Heft: 1

Artikel: Éventualités de guerre. Part I
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-328814

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

REVUE MILITAIRE SUISSE

dirigée par F. LECOMTE, capitaine d'état-major fédéral.

N° 1 **Lausanne, 1er Janvier 1859** **IVe Année**

SOMMAIRE. — **Eventualités de guerre. — Mémoire présenté au concours de 1857** par M. le commandant Müller, instructeur-chef, à Zurich *(suite et fin)*. — **Nouvelles et chronique.**

ÉVENTUALITÉS DE GUERRE.

L'Europe est-elle à la veille de voir éclater la guerre dans son sein ? Voilà une question qui commence à attirer les méditations d'un grand nombre de personnes et sur laquelle nous nous permettrons, nous aussi, d'appeler un moment l'attention de nos lecteurs, en les engageant à se préoccuper essentiellement des intérêts qui touchent de près notre pays.

Partout on arme ; c'est un fait. Y a-t-il donc des *casus belli* sur le tapis ? Non ; pas encore. Y a-t-il quelque part des faits qui peuvent en amener ? Oui et non, car la guerre dépend de deux mobiles, à savoir les accidents et les volontés. Les accidents, nul ne peut les prévoir. Mais si ces accidents doivent être des révolutions, il faut reconnaître qu'il y a, ci et là, des aspirations révolutionnaires qui gagnent du terrain. Les volontés, en ce qui concerne les monarchies absolues surtout, sont soumises à maints caprices qu'on ne peut ni mesurer ni pressentir de fort loin.

Il y a deux sortes de guerres : 1° celles dictées par des intérêts nationaux et par l'opinion publique des Etats ; 2° celles entreprises par des désirs de conquête et de gloire militaire. Ces dernières cependant trouvent toujours le moyen de se ranger sous le drapeau des intérêts d'Etat, et, par cette raison seule, elles échappent à une analyse particulière. Nous ne nous occuperons donc que des premières, et pour cela nous jetterons un coup d'œil rapide sur les relations internationales des cinq grandes puissances et de leurs alliés intimes. Nous verrons que s'il y a réellement des complications qui peuvent amener la guerre, rien cependant n'annonce qu'on doive l'avoir aussi subitement que quelques-uns le prétendent.

L'*Angleterre,* ainsi que l'ont fort bien dit M. de Persigny dans un discours récent, et la *Revue des Deux-Mondes* après lui, l'Angleterre

a la suprématie maritime depuis 1815 ; elle possède toutes les grandes routes des mers d'une manière incontestée. Sa marine est à elle seule aussi forte que toutes celles de l'Europe réunies. Il ne surgit pas de conflits sur une côte quelconque des cinq parties du monde qui n'y attire aussitôt le pavillon britannique. A l'aide de cette protection, l'Angleterre peut développer en sécurité son commerce d'exportation, dominer les concurrences et arriver, par la suite, au monopole des principaux échanges de tous les produits de l'univers. D'autre part, sur le continent, l'Angleterre a des alliances qui lui assurent une juste part d'autorité dans les affaires européennes ; elle est l'alliée, en apparence du moins, de la France ; elle se rapproche de plus en plus de la Prusse ; elle est toute puissante en Turquie et sera, quand il lui plaira, l'amie intime de l'Autriche. En outre la guerre des Indes, — le plus fâcheux des contre-temps qui ait jamais frappé la Grande-Bretagne, survenu juste à point pour gêner toutes ses allures et l'empêcher de récolter les fruits attendus de la guerre d'Orient, — la guerre des Indes absorbera longtemps encore une grande partie de ses forces militaires. Donc l'Angleterre a maintes raisons d'éviter la guerre et de l'ajourner le plus possible. C'est à quoi elle s'applique avec une grande habileté d'expédients. Le dénouement violent du conflit du *Cagliari* contre Naples, le bombardement brutal de Djeddah, les concessions à la France et à la Russie dans la question du Monténégro et de la navigation du Danube ont été, de la part de l'Angleterre, des moyens de prolonger l'état de paix sur le dos de ses futurs alliés, sans parler des visites à Cherbourg, des échanges de petits canons, etc.

Les intérêts du maintien de sa haute suprématie maritime ne lui conseilleraient une rupture que dans le cas où la Russie d'un côté, sa rivale en Orient, la France de l'autre, sa rivale sur les mers, menaceraient, par les entreprises prospères de la paix, de prendre une extension de puissance menaçante pour l'avenir. Nous verrons tout-à-l'heure que ces deux hypothèses sont actuellement en germe dans des faits positifs, mais que ces germes n'ont pas encore acquis un développement tel qu'ils ne puissent être combattus que par la guerre.

La *France* est, depuis la campagne d'Orient, l'Etat prépondérant du continent. Selon l'expression originale d'un écrivain, on peut dire qu'en vérité Napoléon III tient l'Europe à bras tendu, et cela par des raisons et par un mécanisme fort simples. Les événements ont servi à souhait l'habileté de l'Empereur. La rivalité de l'Angleterre et de la Russie, — qui date déjà de loin et qui durera longtemps encore, vu qu'elle repose sur des intérêts sérieux, ceux de la prépondérance en Asie, — annihile dans mainte occasion les efforts de ces deux puissances. On sait d'avance que quand l'une est d'un côté sa rivale

est de l'autre. Tout pays froissé par la Russie trouve de l'appui en Angleterre, et vice-versa. Par la guerre d'Orient, la France a ruiné l'influence de la Russie en Turquie et en Autriche, et l'a isolée. Puis, en faisant assez promptement la paix après la prise de Sébastopol, en penchant du côté de la Russie pour les questions de Bolgrad, des Serpents, des Principautés, du Monténégro, de la libre navigation du Danube, en profitant, pour s'éloigner de l'Angleterre, des entraves imposées à la politique de cette puissance par l'insurrection des Indes et par les exigences de ses vastes entreprises commerciales, la France a rompu, au fond, l'alliance anglo-française, et la Grande-Bretagne se trouve à son tour isolée, jusqu'au moment où elle osera se rapprocher à son gré de l'Autriche. En résumé la guerre d'Orient a brisé le système antérieur des alliances européennes, chose fort heureuse, à notre avis, pour les petits Etats de l'Europe et pour la Suisse en particulier. Les engagements qui rattachaient entr'elles les trois cours du Nord n'existent plus et ont cessé de peser sur les Etats secondaires. Chacune d'elles vit pour son compte et sur un pied de méfiance vis-à-vis des deux autres. D'autre part l'Angleterre n'a encore contracté de liens sérieux avec aucune d'elles, de sorte que la France, en allant tantôt vers la Russie, tantôt vers l'Angleterre, est devenue l'arbitre des questions européennes. Tous les conflits internationaux se tranchent maintenant à Paris et dans le sens des vœux de la France.

Une guerre qui forcerait l'Angleterre à sortir de sa situation hésitante et la Prusse de sa torpeur, ou qui transporterait l'antagonisme de la Russie contre l'Angleterre sur une autre puissance, sur l'Autriche, par exemple, ne ferait pas regagner à la France, à moins de succès inespérés, ce qu'elle perdrait à la cessation de l'ordre de choses actuel. Si son influence directe en Orient a diminué, en revanche celle sur l'Italie et sur l'Allemagne a augmenté par la divergence de sa politique d'avec celle de l'Autriche. Dans cette situation, l'épée de la France a plus de poids, suspendue et menaçante, que si elle était agissante. Mais jusqu'à quand ce système de bascule conviendra-t-il aux autres Etats ?... Enfin la France, quoiqu'elle ait une armée admirable, n'est pas encore prête à la guerre aussi bien qu'elle pourrait l'être. Elle a beaucoup fait sans doute dans ces dernières années, mais elle a encore des ports indispensables à fortifier, des débouchés importants à s'ouvrir, des colonies à organiser, des navires à construire, des chemins de fer à terminer (celui de Toulon et du Var, par exemple), son matériel de canons et de fusils de la ligne à transformer, toutes choses qui, en quelques années, — car on y travaille activement à cette heure — peuvent presque doubler sa puissance militaire. Il vaut donc la peine d'avoir un peu de patience et de modérer celle d'autrui.

La *Russie* a, dans ce moment, un seul intérêt, à notre avis, qui pût la pousser à la guerre, celui de ne pas laisser la politique de l'Autriche prendre trop d'extension en Orient; mais le danger n'est pas encore assez menaçant pour qu'il appelle un remède aussi énergique, surtout quand mainte autre considération milite en faveur de la paix.

Il s'agit, en effet, pour la Russie de laisser s'opérer un grand nombre de réformes et d'entreprises qui, toutes, sont à l'avantage de sa puissance. Ce sont d'abord ses réformes civiles et sociales intérieures, qui, une fois opérées, augmenteront ses ressources et feront cesser les accusations de barbarie et de sauvagerie lancées si commodément à l'Empire Moscovite, grâce à quelques apparences défavorables. Ces réformes lui donneront une plus grande force morale en Europe. Ensuite ses réseaux de chemins de fer lui sont indispensables pour qu'il y ait égalité de moyens dans la lutte. Moscou et St-Pétersbourg doivent être en communication par voies ferrées et télégraphiques avec tous les principaux points stratégiques de l'Empire, ce qui assurerait aux opérations de l'armée russe sur ses frontières une supériorité incontestable. On travaille activement à ces entreprises, mais plusieurs années sont encore nécessaires avant qu'elles soient terminées. Il faut en outre que la Russie ait le temps de remonter sa marine des pertes de la guerre d'Orient. Aujourd'hui les principes de liberté de navigation qui paraissent prévaloir sur les mers et sur les fleuves, sont grandement profitables à cette puissance, refoulée d'un côté derrière le Bosphore et de l'autre derrière le Belt. La concession effectuée du port de Villafranca, celle probable d'Antivari au Monténégro dans l'Adriatique, assurent à la Russie la possibilité de développer sa force maritime et d'augmenter son influence sur l'Europe par une action directe dans la Méditerranée. Mais elle a besoin de paix pour cela; on ne crée pas des ports et des marines en deux jours. A la première escarmouche les embryons de Villafranca et d'Antivari (si celui-ci se forme) seraient brûlés par les voisins de Malte ou de Corfou, qui se frottent déjà les mains d'être dispensés, par là, d'aller chercher le pavillon russe jusqu'aux glaces de Cronstadt. Enfin l'état de la Turquie, se transformant peu à peu, par l'application du Hatt-Houmayoum, dans un sens qui donne plus d'action aux chrétiens, presque tous de rite grec, l'influence de la Russie grandira continuellement en Turquie et y trouvera plus de profit qu'à des violences qui laisseraient tout en suspens. La Russie ne peut pas être guidée non plus par le désir de prendre une revanche de la dernière guerre au point de vue purement militaire, car, en somme, la lutte a été des plus honorables et des plus glorieuses pour ses armes.

L'*Autriche* est de toutes les puissances celle qui doit le plus redouter la guerre; elle ne lui donnerait sans doute pas ce qu'elle peut acquérir par la paix. Ses cheminements pacifiques sont plus sûrs. Elle s'avance sans bruit en Bosnie, en Herzegovine, dans les Principautés Danubiennes, sans rien lâcher en Italie et en s'attachant de plus en plus aux petits Etats de l'Allemagne, surtout aux riverains du Danube. On lui a fait comprendre, pendant la guerre d'Orient, par la convention du 14 juin 1854 qui l'installait dans les Principautés, qu'elle pouvait être un boulevart de l'Europe contre la Russie; l'opération stratégique fut admirable de la part des alliés! "La Russie voulait, pensaient-ils, s'emparer de Constantinople; jetons lui l'Autriche sur sa ligne d'opérations. „ Or cette dernière a pris son rôle au sérieux. Une fois glissée dans les Principautés, elle s'y est mise à l'aise — c'est un territoire qui s'encadre si bien dans ses frontières naturelles! — et s'y est préparée une propriété féconde et sûre pour l'avenir. Mais l'Autriche, arrivant à posséder les Principautés, les riches ports de Galatz et de la Soulina; ayant derrière elle une vaste partie de l'Allemagne, fière d'obtenir enfin un débouché, une marine germaniques dans la mer Noire; l'Autriche s'avançant, d'autre part, par la côte adriatique, par la Bosnie et l'Herzegovine, où elle commande aujourd'hui, presque à volonté, le calme et la tempête, l'Autriche devient le troisième larron de la Fable; et, comme elle est plus près encore de la Russie que ne l'est l'Angleterre, par-là se produit le germe d'un antagonisme nouveau et acharné entre la Russie et l'Autriche. La Russie ne peut évidemment pas désirer de voir arriver l'Autriche et l'Allemagne dans la mer Noire, peut-être à Constantinople. L'Angleterre, en revanche, ne le redoute pas; c'est un pis-aller, une exception, dirait M. Saint-Marc de Girardin, aux chances de la future liquidation orientale, et si cette perspective devait s'accentuer elle deviendrait certainement un *casus belli* de la part de la Russie.

Or la perspective est actuellement à l'étude et sur le chantier; l'acharnement des débats récents sur l'union ou le morcellement des Principautés en a été la pierre de touche. L'Autriche, en soutenant le morcellement, se ménageait plus d'action sur les affaires du pays; la Russie et la France, en soutenant l'union, espéraient, au contraire, y constituer un gouvernement assez fort pour que les Principautés échappassent à l'action de l'Autriche. La question est restée en suspens et la Turquie a su butiner dans les deux camps; on a pris un moyen terme assez élastique pour ouvrir la carrière à toutes les espérances. Les Principautés ont leur gouvernement distinct, mais elles sont déclarées *unies;* elles ont une sorte de commission centrale, mais très faible ; elles ont un droit de recours auprès des puissances euro-

péennes, mais la Porte reste suzeraine et peut leur appliquer ses traités internationaux. Tant qu'il ne se sera pas produit de faits nouveaux de ces côtés, il n'y a aucune raison positive de guerre. En revanche, ce malheureux pays, but de mille intrigues et de mille convoitises, doit se résoudre à d'incessantes agitations en attendant de devenir un nouveau champ de bataille. Les perturbations qui viennent de se produire dans les caïmakamies à peine installées de Jassy et de Bukarest, la destitution de M. Cattardji, la tentative d'assassinat, vraie ou arrangée, contre M. Mano, et les mesures qui ont suivi, n'en sont que le prélude.

En Italie, comme en Allemagne, il va sans dire que ce n'est pas l'Autriche qui a intérêt à ouvrir des hostilités quelconques.

La *Prusse* est depuis longtemps dans le sommeil et la neutralité sur toutes les affaires européennes. Il est possible que le nouveau régime montre un peu plus d'énergie que le précédent. Mais les conquêtes de la Prusse sont toutes marquées; ce sont celles qu'une puissance éclairée, comme elle l'est, peut faire sur l'esprit des populations allemandes, en poussant à une plus grande centralisation de la Confédération Germanique. Là sont, sans doute, des germes d'accidents, c'est-à-dire de changements de gouvernements, qui peuvent compliquer les combinaisons de la politique militaire; mais la Prusse peut, en tout cas, faire plus dans cette situation par sa presse et par sa diplomatie que par ses armées.

Le *Piémont,* au contraire, paraît être pour la guerre. Cela se voit, se sent et s'explique. Le Piémont fut toujours jaloux de la gloire de ses armes et la maison de Savoie a un noble passé militaire derrière elle. Or elle est sous le poids de deux défaites bien dures, vu les espérances qu'elles sont venues frapper. Custozza et Novare vibrent encore sourdement dans tous les cœurs piémontais. La campagne de Crimée et la belle affaire de Traktir ont été de leur part une protestation contre leur prétendue déchéance militaire, en même temps qu'un témoignage de la constance de leurs aspirations en faveur de l'indépendance de l'Italie. Leurs hommes d'Etat ne l'ont point caché. "Pour que l'Italie, ont-ils dit, soit comptée dans le monde, il faut qu'elle agisse sur les grandes scènes. „ On aura sans doute, dans ce moment critique, généreusement acquiescé, à Londres et surtout à Paris, à cette manière de voir. Il faut maintenant s'expliquer sur la signification de cet acquiescement et sur les dettes d'honneur contractées envers le Piémont. Si cet Etat se trouve en guerre avec l'Autriche, sera-t-il soutenu par la France et jusqu'où? L'Angleterre prétend avoir déjà payé sa part en tranchant le conflit du *Cagliari.*

Il est probable que, de part et d'autre, on attend l'accident qui

peut faire prendre une décision. Cet accident, des insurrections peuvent l'amener d'un moment à l'autre, comme en 1848.

La *Turquie* n'a pas à désirer la guerre et ne le fera certes qu'à son corps défendant. Elle sait trop ce que la dernière lui a coûté, et vient d'apprendre, à ses dépens, que pour garantir son jardin du lièvre, il n'y faut pas appeler le seigneur et ses domestiques. Mais là encore l'insurrection couve partout sous la cendre, et peut amener, par l'intervention de quelqu'une des puissances limitrophes, des événements qui nécessiteraient d'autres interventions et entraîneraient à la guerre générale.

Enfin, une question monte de jour en jour sur l'horizon, qui serait de nature à mettre le feu aux poudres, c'est celle du canal de Suez, où les intérêts politiques de l'Angleterre, en ce qui concerne la route des Indes, sont directement aux prises avec les intérêts commerciaux des Etats de la Méditerranée. *(A suivre.)*

OBSERVATIONS SUR L'ARTILLERIE FÉDÉRALE.

Nous avons fait mention (n° 22 de 1857) d'une lettre que M. le colonel d'artillerie Massé, de Genève, a adressée au Département militaire fédéral pour être communiquée à la commission d'officiers, réunie à Berne, en vue de l'amélioration de l'organisation militaire. Le Département militaire, en remerciant M. le colonel Massé de ses observations, l'a informé qu'il se ferait un devoir de soumettre sa lettre à la commission.

Ces observations concernaient le matériel de l'artillerie de l'armée fédérale et portaient principalement sur les points suivants :

PESANTEUR, MOBILITÉ ET PORTÉES.

Une excessive mobilité et une portée forte et étendue, dit tout d'abord M. Massé, sont les qualités qui distinguent maintenant toutes les artilleries de l'Europe, et, sous ces rapports, l'artillerie suisse n'a pas le degré de perfection qu'on pourrait attendre d'elle.

Pesanteur.

Il est facile de voir, par la comparaison des affutages étrangers avec l'affutage suisse, combien ce dernier l'emporte en pesanteur. Les chiffres suivants, tirés des documents authentiques, le prouvent évidemment :

	Liv. de 16 onces.
Affût et avant-train autrichien, pour canon de 6 destiné à la cavalerie	1380
Affût et avant-train français, pour canon-obusier de 12, léger	1950